

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/30934]

19 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 60^{quater}, § 3, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre en ce qui concerne les compétences terminales

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en particulier l'article 60^{quater}, § 3 ;

Vu le « test genre » du 2 juin 2017 ;

Vu le protocole de négociation du 26 juin 2017 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°61.674/2, donné le 10 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après la délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté concerne les établissements de l'enseignement libre confessionnel et les établissements de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent exclusivement deux heures hebdomadaires de cours de morale non confessionnelle.

Art. 2. Le document précisant la manière avec laquelle le référentiel « compétences terminales » d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté est décliné dans les différents programmes de cours, est rédigé selon le modèle prévu à l'annexe 1^{re} pour l'enseignement général et selon le modèle prévu à l'annexe 2 pour l'enseignement technique et professionnel.

Art. 3. Les documents visés à l'article 2 sont complétés et remis à l'Administration par les établissements, au plus tard le 1^{er} septembre 2017.

Les organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs peuvent envoyer le document visé à l'article 2 en indiquant quels sont les établissements dans lesquels cette déclinaison du référentiel s'applique.

Art. 4. D'initiative, les établissements concernés ou, en cas de délégation de compétences, l'organe de représentation et de coordination peuvent transmettre à l'Administration, une nouvelle version du document visé à l'article 2. Celui-ci sera d'application à la rentrée scolaire suivant sa transmission.

Art. 5. A l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 portant application de l'article 60^{quater}, § 3, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en ce qui concerne les compétences sociales, le mot « octobre » est remplacé par « septembre ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017.

Art. 7. La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

ANNEXES

**Éducation à la philosophie
et
à la citoyenneté**

2^e et 3^e degrés

Humanités générales et technologiques

2^e degré

UAA 2.1.1. Discours et pièges du discours	Compétences <ul style="list-style-type: none">• Évaluer la validité d'un raisonnement et la cohérence d'un discours• Repérer les tentatives de manipulation dans les discours
COURS	

UAA 2.1.2. Éthique et technique**Compétences**

- Expliciter l'impact des NTIC sur nos libertés et notre responsabilité
- Justifier un comportement responsable par rapport aux NTIC

COURS

UAA 2.1.3. Stéréotypes, préjugés et discriminations**Compétences**

- Questionner les stéréotypes et préjugés qui orientent nos modes de vie et nos choix de vie
- Justifier une prise de position éthique relative à une question de discrimination

COURS

UAA 2.1.4. Participer au processus démocratique**Compétence**

- Participer à la vie de la classe dans le respect de l'égalité de droit

COURS

UAA 2.1.5. Légitimité et légalité de la norme	Compétence <ul style="list-style-type: none">• Expliquer les raisons d'un choix face à un dilemme opposant légalité et légitimité
COURS	

UAA 2.1.6. Relation sociale et politique à l'environnement**Compétences**

- Identifier et expliciter les relations de l'humain avec son environnement naturel et culturel
- Justifier une prise de position dans la relation sociale et politique à l'environnement

COURS

3^e degré

UAA 3.1.1. Vérité et pouvoir	Compétences <ul style="list-style-type: none">• Problématiser le concept de vérité• Questionner les rapports entre la vérité et le pouvoir
COURS	

UAA 3.1.2. Science et expertise	Compétences <ul style="list-style-type: none">• Problématiser le concept de science• Distinguer ce qui relève du débat démocratique de ce qui relève de l'expertise scientifique• Identifier les tentatives d'instrumentalisation de la science
COURS	

UAA 3.1.3. Bioéthique	Compétences <ul style="list-style-type: none">• Analyser un problème bioéthique• Justifier une prise de position sur un problème bioéthique	COURS	
------------------------------	---	--------------	--

UAA 3.1.4. Liberté et responsabilité**Compétence**

- Problématiser les concepts de responsabilité et de liberté comme conditions de possibilité de l'engagement individuel et collectif

COURS

UAA 3.1.5. Participer au processus démocratique**Compétences**

- Participer à la vie de la classe/de l'école dans le respect de l'égalité de droit
- Problématiser le processus de discussion démocratique

COURS

UAA 3.1.6. L'État : pourquoi, jusqu'où ?**Compétences**

- Problématiser le concept d'État
- Opter hypothétiquement pour un système politique et justifier cette prise de position

COURS

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 portant application de l'article 60 quater, §3 du décret « Missions » en ce qui concerne l'enseignement secondaire.

Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,

Rudy DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

Marie-Martine SCHYNS

Éducation à la philosophie et à la citoyenneté

2^e et 3^e degrés

Humanités professionnelles et techniques

2^e degré

UAA 2.1.1. Discours et pièges du discours	Compétences <ul style="list-style-type: none">• Évaluer la validité d'un raisonnement et la cohérence d'un discours• Repérer les tentatives de manipulation dans les discours
COURS	

UAA 2.1.2. Éthique et technique**Compétences**

- Expliciter l'impact des NTIC sur nos libertés et notre responsabilité
- Justifier un comportement responsable par rapport aux NTIC

COURS

UAA 2.1.3. Stéréotypes, préjugés et discriminations**Compétences**

- Questionner les stéréotypes et préjugés qui orientent nos modes de vie et nos choix de vie
- Justifier une prise de position éthique relative à une question de discrimination

COURS

UAA 2.1.4. Participer au processus démocratique**Compétence**

- Participer à la vie de la classe dans le respect de l'égalité de droit

COURS

<p style="text-align: center;">UAA 2.1.5. Légitimité et légalité de la norme</p>	<p>Compétence</p> <ul style="list-style-type: none">• Expliquer les raisons d'un choix face à un dilemme opposant légalité et légitimité
<p style="text-align: center;">COURS</p>	

UAA 2.1.6. Relation sociale et politique à l'environnement**Compétences**

- Identifier et expliciter les relations de l'humain avec son environnement naturel et culturel
- Justifier une prise de position dans la relation sociale et politique à l'environnement

COURS

3^e degré

UAA 3.1.1. Vérité et pouvoir	Compétences <ul style="list-style-type: none">• Problématiser le concept de vérité• Questionner les rapports entre la vérité et le pouvoir
COURS	

UAA 3.1.2. Science et expertise	Compétences <ul style="list-style-type: none">• Problématiser le concept de science• Distinguer ce qui relève du débat démocratique de ce qui relève de l'expertise scientifique• Identifier les tentatives d'instrumentalisation de la science
COURS	

UAA 3.1.3. Bioéthique	Compétences <ul style="list-style-type: none">• Analyser un problème bioéthique• Justifier une prise de position sur un problème bioéthique	COURS	
------------------------------	---	--------------	--

UAA 3.1.4. Liberté et responsabilité**Compétence**

- Problématiser les concepts de responsabilité et de liberté comme conditions de possibilité de l'engagement individuel et collectif

COURS

UAA 3.1.5. Participer au processus démocratique**Compétences**

- Participer à la vie de la classe/de l'école dans le respect de l'égalité de droit
- Problématiser le processus de discussion démocratique

COURS

UAA 3.1.6. L'État : pourquoi, jusqu'où ?**Compétences**

- Problématiser le concept d'État
- Opter hypothétiquement pour un système politique et justifier cette prise de position

COURS

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2017 portant application de l'article 60^{quater}, § 3 du décret « Missions » en ce qui concerne l'enseignement secondaire.
Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/30934]

19 JULI 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toepassing van artikel 60^{quater}, § 3, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, betreffende de eindtermen voor de laatste vier leerjaren van het secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 60^{quater}, § 3.

Gelet op de “gendertest” van 2 juni 2017;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 26 juni 2017 binnen het onderhandelingscomité van sector IX, het comité voor de provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II, en het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 61.674/2, gegeven op 10 juli 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit heeft uitsluitend betrekking op de inrichtingen voor confessioneel vrij onderwijs en de inrichtingen voor niet confessioneel vrij onderwijs die uitsluitend twee wekelijkse lestijden niet confessionele zedenleer bieden.

Art. 2. Het document waarbij de wijze wordt bepaald waarop het referentiesysteem “eindtermen voor de laatste vier jaren van het secundair onderwijs” betreffende de opvoeding tot filosofie en burgerzin over de verschillende cursusprogramma's wordt verdeeld, wordt opgesteld volgens het in bijlage 1 bepaalde model, voor het algemeen onderwijs, en volgens het in bijlage 2 bepaalde model, voor het technisch en beroepsonderwijs.

Art. 3. De in artikel 2 bedoelde documenten worden ingevuld en uiterlijk op 1 september 2017 door de Administratie aan de inrichtingen meegedeeld.

De vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten kunnen het in artikel 2 bedoelde document sturen, met vermelding van de inrichtingen waarin die verdeling van het referentiesysteem toepasselijk is.

Art. 4. De betrokken inrichtingen of, in geval van delegatie van bevoegdheden, het vertegenwoordigings—en coördinatieorgaan, kunnen, op eigen initiatief, een nieuwe versie van het in artikel 2 bedoelde document meedelen. Dit document wordt bij het begin van het schooljaar volgend op de mededeling ervan toegepast.

Art. 5. In het tweede lid van artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2016 tot toepassing van artikel 60^{quater}, § 3, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, betreffende de eindtermen voor de eerste acht leerjaren van het leerplichtonderwijs, wordt het woord “oktober” door het woord “september” vervangen.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2017.

Art. 7. De Minister van Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS